

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 1381

29 AUGUSTUS 1989. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de bijkomende omkadering toegekend aan de Psycho-medisch-sociale centra die instaan voor de begeleiding van bepaalde categorieën van jongeren van 18 tot 25 jaar ingeschreven in de centra voor onderwijs met beperkt leerplan

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de Psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve d.d. 31 maart en 8 november 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 6 juli 1989 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 24 augustus 1989 houdende organisatie van een experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan voor bepaalde categorieën van jongeren van 18 tot 25 jaar;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de noodzaak de jongeren die in de centra voor onderwijs met beperkt leerplan les volgen, op het Psycho-medisch-sociaal vlak te begeleiden;

Gelet op protocol nr. 2, van 23 december 1989, met de besluiten van de onderhandeling d.d. 21 november 1989 in het gezamenlijk comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 28 augustus 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Psycho-medisch-sociale centra behoren,

Besluiten :

Artikel 1. § 1. Bij toepassing van § 2 van artikel 2 van de wet van 1 april 1960 betreffende de Psycho-medisch-sociale centra kunnen de jongeren bedoeld in de artikelen 3, 4, 5 en 6 van hoofdstuk II van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 24 augustus 1989 houdende organisatie van een experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan voor bepaalde categorieën van jongeren van 18 tot 25 jaar, in aanmerking worden genomen voor de begeleiding van voormelde leerlingen instaan, door toevoeging aan de leerlingen bedoeld bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 5 juni 1989 houdende organisatie van een experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan, maximum ten belope van een volledige opdracht voor het technisch personeel.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1989 en houdt op van kracht te zijn op 31 augustus 1990.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de Psycho-medisch-sociale centra behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 29 augustus 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

F 90 — 1382

16 FEVRIER 1990. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif au congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel de l'enseignement subventionné par la Communauté française âgés de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement, notamment l'article 12bis, § 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 31 mars 1988, et par l'arrêté de l'Exécutif du 8 novembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 6 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu le protocole du 5 février 1990 portant les conclusions des négociations menées au sein du Comité B — section II;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans retard des mesures visant à permettre au personnel concerné de bénéficier d'un congé pour prestations réduites accordé aux membres du personnel âgés de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans;

Considérant la nécessité de prendre sans retard des mesures visant à permettre au personnel concerné de bénéficier d'une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française en date du 19 juin 1989,

Arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel subventionnés visés par la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation sur l'enseignement.

CHAPITRE II. — *Congés pour prestations réduites*

Art. 2. Le Ministre ou son délégué peut autoriser à leur demande les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans, à exercer leurs fonctions par prestations réduites, moyennant le respect des conditions suivantes :

1^o qu'ils soient nommés à titre définitif ou bien nommés à titre définitif et agréés comme tels là où l'agrégation existe, ou bien assimilés aux membres du personnel nommés à titre définitif ou définitivement agréés;

2^o qu'ils exercent, en fonction principale, la charge pour laquelle l'autorisation est demandée;

3^o qu'ils continuent à exercer des prestations comprenant au moins la moitié et au plus les 4/5 de la durée des prestations complètes fixées normalement pour la fonction qu'ils exercent entre ce minimum et ce maximum, les prestations restant à fournir devant être arrondies, selon le cas, à une période complète ou à une heure complète;

4^o qu'ils n'exercent aucune activité lucrative pendant leur absence.

Art. 3. Les périodes d'absences justifiées par des prestations réduites conformément au présent chapitre sont considérées comme des congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales.

Ce congé n'est pas rémunéré. Par ailleurs, il est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé pour maladie ou pour infirmité ne met pas fin au congé pour prestations réduites.

Art. 4. Pour la fixation du traitement d'attente en cas de mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité, le traitement d'activité est, pour la période au cours de laquelle le membre du personnel fournit des prestations réduites, égal au traitement dû pour les prestations effectivement fournies.

La mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité ne met pas fin au congé pour prestations réduites.

Art. 5. La durée totale des périodes de congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou accordés en vertu de ce chapitre, comptées à partir du 1^{er} juillet 1982, ne peut dépasser cinq ans au cours de la carrière.

CHAPITRE III. — *Dispositions particulières au congé visé au chapitre II*

Art. 6. Par dérogation à l'article 2 du présent arrêté, les chefs d'établissements scolaires ne peuvent obtenir le congé visé au chapitre II.

Art. 7. Par dérogation à l'article 2, 3^o du présent arrêté, les prestations à accomplir sont fixées à 50 % de la durée des prestations complètes normales de la fonction exercée, pour les membres du personnel suivant :

— les chefs d'atelier, les chefs de travaux d'atelier, les proviseurs, les sous-directeurs dans l'enseignement secondaire;

— les chefs de travaux, les chefs de bureaux d'études, les chefs d'ateliers, les chefs de laboratoire, les chefs du centre de documentation, les chefs du centre d'expertise, les sous-directeurs, les chefs de travaux d'atelier, les directeurs adjoints de l'enseignement supérieur.

Art. 8. Le congé pour prestations réduites visé au chapitre II doit prendre cours, pour chaque année scolaire : soit le 1^{er} jour de l'année scolaire, soit le 1^{er} octobre, soit le 1^{er} janvier.

Sous peine de nullité, la demande doit être introduite au moins trente jours avant le début du congé par l'intermédiaire du pouvoir organisateur.

Par dérogation à cette dernière disposition, la demande de congé prenant cours le premier jour de l'année scolaire 1989-1990 ou le 1^{er} octobre 1989 peut être introduite respectivement le premier jour de l'année scolaire ou jusqu'au 1^{er} octobre 1989 au plus tard.

Art. 9. Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} peut mettre fin au congé visé au chapitre II le premier jour d'une année scolaire et reprendre immédiatement sa fonction antérieure.

Le membre du personnel le fait savoir avant le 15 mars de l'année scolaire précédente par l'intermédiaire du pouvoir organisateur.

Cependant, pour des raisons familiales exceptionnelles et moyennant un préavis d'un mois, le membre du personnel peut être autorisé par le Ministre à reprendre sa charge complète avant l'expiration normale du congé.

Ce préavis doit être adressé au pouvoir organisateur.

Les membres du personnel enseignant et directeur, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical ne peuvent en aucun cas sauf application de l'article 9bis, reprendre leur charge complète après le premier mai de l'année scolaire ou académique.

Art. 9bis. Conformément à l'article 5, il est mis fin d'office au congé visé au chapitre II lorsque la durée totale des congés visés à l'article 3 atteint la durée de cinq ans.

Art. 10. Au cours du congé pour prestations réduites visé au chapitre II, le membre du personnel visé à l'article premier est censé avoir poursuivi son activité immédiatement antérieure.

Si, au cours de cette période, l'emploi du membre du personnel est complètement supprimé, il est mis en disponibilité par défaut d'emploi et le congé pour prestations réduites prend fin.

Si au cours de cette période, la charge normalement attribuée au membre du personnel devient incomplète, le congé pour prestations réduites est maintenu pour autant que sa charge ne soit pas inférieure à la moitié de la durée des prestations complètes fixées normalement pour la fonction qu'il exerce.

Art. 11. Le congé pour prestations réduites, accordé à un membre du personnel qui, au moment de l'autorisation, a deux enfants à charge qui ne dépassent pas l'âge de quatorze ans, et qui ne remplit plus cette condition au cours d'une année scolaire, ne prend fin qu'au terme de l'année scolaire en cours, vacances d'été comprises.

Art. 11bis. Si la durée totale des congés pour prestations réduites prévue à l'article 5 du présent arrêté, accordés dans les conditions définies à l'article 11, atteint cinq ans, il est fait application dans le chef du membre du personnel concerné des dispositions de l'article 9bis.

CHAPITRE IV. — *Mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

Art. 12. Les membres du personnel visés à l'article premier nommés à titre définitif ou nommés à titre définitif et agréés là où cette agrégation existe peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite lorsqu'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans et comptent au moins trente années de service, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public.

Cette mise en disponibilité est accordée jusqu'à la date à laquelle ils peuvent prétendre à cette pension.

Pour l'application de cet article, sont pris en considération les services qui entrent en compte pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

Art. 13. Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé un traitement d'attente égal à autant de cinquantièmes, de cinquante-cinquièmes ou de soixantièmes du dernier traitement d'activité que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité, selon que la fraction prise en considération pour le mode de calcul de la pension est de 1/50, 1/55 ou 1/60.

Pour l'application de cet article, sont pris en considération, pour leur durée réelle, les services qui entrent en ligne de compte dans le calcul de la pension de retraite, à l'exclusion des bonifications pour études, et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

Pendant cette mise en disponibilité, le membre du personnel ne peut exercer aucune occupation lucrative.

Art. 14. La demande de mise en disponibilité doit être introduite au moins trente jours avant le début de la mise en disponibilité par l'intermédiaire du pouvoir organisateur.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1989.

Art. 16. Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 février 1990.

Par l'Exécutif de la Communauté française:

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

N 90 — 1382

16 FEBRUARI 1990. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende het verlof voor verminderde prestaties toegekend aan de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs, die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 12bis, § 3;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals het gewijzigd werd bij de besluiten van de Executieve d.d. 31 maart 1988 en 8 november 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 6 juli 1989 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de ministers van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van 5 februari 1990 met de besluiten van de onderhandelingen in Comité B — sectie II;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld maatregelen te treffen om het betrokken personeel het voordeel te laten genieten van verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden toegekend aan de personeelsleden die ouder zijn dan 50 jaar of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar;

Overwegende dat het noodzakelijk is onverwijld maatregelen te treffen om het betrokken personeel terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen te laten bekomen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 19 juni 1989,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs bedoeld in de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

HOOFDSTUK II. — *Verlof voor verminderde prestaties*

Art. 2. De Minister of zijn gemachtigde kan, op hun verzoek, de toelating geven aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar, om hun ambt met verminderde prestaties uit te oefenen, mits ze aan volgende voorwaarden voldoen :

1° vastbenoemd zijn, of vastbenoemd en erkend zijn daar waar de erkenning bestaat of gelijkgesteld zijn met de vastbenoemde of definitief erkende personeelsleden;

2° het ambt waarvoor ze de toelating vragen, als hoofdambt uitoefenen;

3° prestaties blijven verstrekken gelijk aan ten minste de helft en ten hoogste 4/5 van de duur van de volledige prestaties normaal vereist voor hun ambt; het verschil tussen die minimum- en maximumprestaties moet volgens het geval afgerond worden tot een volledige lestijd of een volledig lesuur;

4° tijdens hun afwezigheid geen winstgevende activiteit uitoefenen.

Art. 3. De duur van de afwezigheid voor verminderde prestaties, bedoeld in dit hoofdstuk, wordt beschouwd als verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen. Dit verlof is onbezoldigd, maar wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid maakt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

Art. 4. Voor de vaststelling van het wachtgeld bij terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid, is de activiteitswedde voor de periode van verminderde prestaties, gelijk aan de wedde verschuldigd voor de werkelijke prestaties.

De terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid maakt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

Art. 5. De totale duur van het verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of toegekend krachtens dit hoofdstuk, mag voor de hele loopbaan niet meer bedragen dan 5 jaar, te rekenen van 1 juli 1982.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere bepalingen voor het verlof bedoeld in hoofdstuk II*

Art. 6. In afwijking van artikel 2 van dit besluit kunnen de hoofden van onderwijsinrichtingen het in hoofdstuk II bedoelde verlof voor verminderde prestaties niet bekomen.

Art. 7. In afwijking van artikel 2, 3° van dit besluit worden de te verstrekken prestaties vastgesteld op 50 % van de duur van de normale volledige prestaties voor het uitgeoefende ambt, voor :

— de werkmeesters, werkplaatsleiders, proviseurs en onderdirecteurs in het secundair onderwijs;

— de werkleiders, hoofden van studiebureaus, werkmeesters, laboratoriumchefs, hoofden van een documentatiecentrum, hoofden van een keuringscentrum, onderdirecteurs, werkplaatsleiders en adjunct-directeurs in het hoger onderwijs.

Art. 8. Het verlof voor verminderde prestaties, bedoeld in hoofdstuk II, moet voor elk schooljaar ingaan op de 1e dag van het schooljaar, of op 1 oktober of op 1 januari.

Op straffe van nietigheid moet de aanvraag ten minste dertig dagen vóór het begin van het verlof ingediend worden via het inrichtingshoofd.

In afwijking van voorgaande bepaling kan het verlof dat ingaat op de 1e dag van het schooljaar 1989-1990 of op 1 oktober 1989, aangevraagd worden respectievelijk op de 1e dag van het schooljaar of uiterlijk tot 1 oktober 1989.

Art. 9. Het personeelslid kan een einde maken aan het in hoofdstuk II bedoelde verlof op de 1e dag van een schooljaar en onmiddellijk zijn vroeger ambt weer opnemen. Het moet zulks vóór 15 maart van het vorige schooljaar meedelen via het inrichtingshoofd.

Om uitzonderlijke familiale redenen en mits de aanvraag een maand tevoren was ingediend, kan de Minister het personeelslid machtigen om zijn volledige opdracht weer op te nemen vóór de normale datum voor het verstrijken van het verlof; deze aanvraag moet aan de Minister langs de hiërarchische weg worden overgezonden.

Leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel mogen in geen geval hun volledige opdracht weer opnemen na de 1e mei van het school- of academiejaar, behoudens toepassing van artikel 9bis.

Art. 9bis. Overeenkomstig artikel 5 wordt aan het in hoofdstuk II bedoeld verlof van ambtswege een einde gemaakt wanneer de totale duur van het in artikel 3 bedoeld verlof vijf jaar overschrijdt.

Art. 10. Tijdens het in hoofdstuk II bedoelde verlof voor verminderde prestaties is het personeelslid geacht, zijn onmiddellijk voorafgaande activiteit te hebben voortgezet. Mocht zijn betrekking in die periode afgeschafte worden, dan wordt het ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking, en neemt het verlof voor verminderde prestaties een einde. Mocht zijn normale opdracht in die periode onvolledig worden, dan blijft het verlof voor verminderde prestaties genieten mits zijn opdracht niet kleiner is dan de helft van de duur van de voor het uitgeoefende ambt normaal vastgestelde volledige prestaties.

Art. 11. Het verlof voor verminderde prestaties van een personeelslid dat op het tijdstip van de toelating twee kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, en dat niet meer aan die voorwaarde voldoet in de loop van een schooljaar, wordt pas beëindigd op het einde van het lopende schooljaar, zomervakantie inbegrepen.

Art. 11bis. Indien de totale duur van het verlof voor verminderde prestaties, bedoeld in artikel 5 van dit besluit, vijf jaar bedraagt, worden de bepalingen van artikel 9bis van toepassing op het bedoelde personeelslid.

HOOFDSTUK IV. — *Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen*

Art. 12. Vastbenoemde personeelsleden bedoeld in artikel 1 van dit besluit kunnen terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen bekomen wanneer zij 55 jaar zijn en ten minste 30 jaar dienst tellen, mits zij geen rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist kunnen genieten.

Die terbeschikkingstelling geldt tot de datum waarop zij op dat pensioen aanspraak hebben.

Voor de toepassing van dit artikel komen de diensten die meetellen voor het verlenen van het recht op een rustpensioen, in aanmerking.

Art. 13. Tijdens heel die periode van terbeschikkingstelling wordt wachtgeld toegekend, gelijk aan zoveel 50sten, 55sten en 60sten van de laatste activiteitswedde als het personeelslid dienstjaren telt op de datum van zijn terbeschikkingstelling, naargelang voor de berekening van het pensioen gerekend wordt met 50sten, 55sten of 60sten.

Voor de toepassing van dit artikel komen de diensten die meetellen voor de berekening van het rustpensioen in aanmerking voor hun werkelijke duur, met uitzondering van de bijslag voor studies en van de andere perioden die voor de bepaling van de wedde erkend zijn als extra-diensttijd.

Tijdens die terbeschikkingstelling mag het personeelslid geen winstgevende activiteit uitoefenen.

Art. 14. De aanvraag moet ten minste dertig dagen vóór de aanvang van de terbeschikkingstelling ingediend worden via het inrichtingshoofd.

HOOFDSTUK V. — *Slofbepalingen*

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1989.

Art. 16. De Minister van Onderwijs en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 16 februari 1990.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 18 januari 1990 is de heer Licot, J., licentiaat in de rechten, benoemd voor een nieuwe termijn van zes maanden met ingang van 4 juni 1990, tot burgerlijk lid van de krijgsraad te velde A en tot plaatsvervangend burgerlijk lid van de krijgsraad te velde B bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland.

Bij koninklijk besluit van 29 maart 1990 is de heer Verniers, J., doctor in de rechten te Sint-Niklaas, benoemd voor een termijn van zes maanden met ingang van 4 juni 1990, tot burgerlijk lid van de krijgsraad te velde B bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland.

Bij koninklijk besluit van 23 oktober 1989, dat in werking treedt op 13 juni 1990, is de heer Dutrifoy, A., hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, in ruste gesteld.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 10 november 1989, dat in werking treedt op 10 juni 1990, is de heer D'hont, A., hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, in ruste gesteld.

Hij mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 23 januari 1990, dat in werking treedt op 12 juni 1990, is de heer Verlinden, R., griffier bij de politierechtbank te Charleroi, in ruste gesteld.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 6 oktober 1989 is de heer Vlaemynck, R., adjunct-secretaris-hoofd van dienst bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, in ruste gesteld op datum van 8 juni 1990.

Belanghebbende mag zijn pensioenaanspraak doen gelden en is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij ministerieel besluit van 25 april 1990 is aan de heer Duthoo, P., opsteller bij de griffie van de arbeidsrechtbanken te Kortrijk, te Leper en te Veurne, opdracht gegeven om vanaf 1 juli 1990 tot en met 31 augustus 1990 het ambt van klerk-griffier bij die rechtbanken te vervullen.

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 18 janvier 1990, M. Licot, J., licencié en droit, est nommé, pour un nouveau terme de six mois prenant cours le 4 juin 1990, membre civil au conseil de guerre en campagne A et membre civil suppléant au conseil de guerre en campagne B près le Forces belges dans la République fédérale d'Allemagne.

Par arrêté royal du 29 mars 1990, M. Verniers, J., docteur en droit à Saint-Nicolas, est nommé, pour un terme de six mois prenant cours le 4 juin 1990, membre civil au conseil de guerre en campagne B près le Forces belges dans la République fédérale d'Allemagne.

Par arrêté royal du 23 octobre 1989, entrant en vigueur le 13 juin 1990, M. Dutrifoy, A., greffier en chef du tribunal de première instance de Charleroi, est admis à la retraite.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 10 novembre 1989, entrant en vigueur le 10 juin 1990, M. D'hont, A., greffier en chef du tribunal de première instance de Gand, est admis à la retraite.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 23 janvier 1990, entrant en vigueur le 12 juin 1990, M. Verlinden, R., greffier au tribunal de police de Charleroi, est admis à la retraite.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 6 octobre 1989, M. Vlaemynck, R., secrétaire adjoint-chef de service au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Bruxelles, est admis à la retraite à la date du 8 juin 1990.

L'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté ministériel du 25 avril 1990, M. Duthoo, P., rédacteur au greffe des tribunaux du travail de Courtrai, d'Ypres et de Furnes, est délégué aux fonctions de commis-greffier à ces tribunaux du 1^{er} juillet 1990 au 31 août 1990 inclus.